



**HAL**  
open science

# Gilets jaunes, pandémie, émeutes, guerres : la crise permanente ?

Alain Bauer

► **To cite this version:**

Alain Bauer. Gilets jaunes, pandémie, émeutes, guerres : la crise permanente ?. Forum CB 2023, Nov 2023, Paris, France. halshs-04413453

**HAL Id: halshs-04413453**

**<https://shs.hal.science/halshs-04413453>**

Submitted on 23 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Alain BAUER**

*Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers,  
Responsable scientifique du Pôle Sécurité Défense  
Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises (PSDR3C)  
ESDR3C*

**CONFERENCE GIE CARTES BANCAIRES  
NOVEMBRE 2023**

**« GILETS JAUNES, PANDEMIE, EMEUTES, GUERRES : LA  
CRISE PERMANENTE ? »**

Habitué à commenter les actions de celles et ceux qui m'ont précédé, et parfois succédé, je m'interrogeais souvent sur leur incapacité à voir ce qui était devant leurs yeux, à comprendre l'évidence révélée dix, vingt, trente, cent ans plus tard. Jusqu'à ce que je doive m'appliquer à moi-même ce que je faisais subir aux autres.

J'ai vécu, au cœur du pouvoir d'État, auprès du Ministre d'Etat puis Premier Ministre Michel Rocard d'abord, puis de la plupart de ses successeurs, auprès de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, Manuel Valls, de leurs ministres de l'intérieur, de la défense ou des affaires étrangères, des DGPN ou DGGN, de la communauté du renseignement, la période 1981 – 2023.

Et je n'ai guère plus brillé le nez dans le guidon que celles et ceux dont j'interrogeais la lucidité. Pour la première fois j'ai dû revisiter ce que j'ai vu ou su, il a un peu plus de trente ans.

Voilà l'origine de mon dernier ouvrage un peu atypique, entre révélations de documents récemment déclassifiés, remise en perspective historique, autocritique relative, éléments pour préparer l'avenir.

On connaît bien l'adage romain « Si vis pacem, para bellum » (« Si tu veux la paix, prépare la guerre »), attribué à Végèce, qui se trouvait être un spécialiste des finances publiques au IV<sup>ème</sup> siècle. Il m'arrive de dire du bien des inspecteurs des finances.

Or, la paix, les Européens semblent avoir cessé de la vouloir quand ils ont cru la posséder, après la chute du mur de Berlin, ce qui rendait inutile et coûteux tout effort accordé à la préparation de la guerre, puisqu'il n'y en aurait plu.

Dans l'esprit du renversement qui nous a conduits à nous demander non pas quel monde nous allons laisser à nos enfants mais quels enfants nous allons laisser à notre monde, il nous est donc permis de nous demander si nous n'avons pas inconsciemment, en ne nous préparant qu'à la paix, voulu la guerre, comme exutoire ultime de ce grand Erasmus ou les citoyennes et citoyens n'étaient plus que des consommateurs, « vivant » entre fêtes et métavers.

Les « dividendes » de la paix de l'après-chute du mur de Berlin ont servi essentiellement sur le continent européen et en Occident à désarmer l'essentiel de ce qui était le cœur de l'organisation du service public, pas seulement l'armée, mais aussi la police, la santé, l'école.

Et je ne parlerais pas ici du secteur de l'énergie tant les dernières auditions parlementaires sur la question ont mieux répondu que mille livres ou commentaires.

Nous avons espéré une globalisation « heureuse » et nous avons découvert les dures réalités des confrontations et des rapports de force.

Non pas que nous ne les voyons pas, chacun des conflits apparus depuis trente ans ont été dûment documentés, mais parce que nous ne les comprenons pas.

Soudain libérés de la menace soviétique), hypnotisés par le communisme de marché proclamé par Deng Xiaoping et donc indifférents au sort de la tentative de révolution démocratique écrasée par les chars sur la place Tiananmen, les Occidentaux ont imaginé alors que le monde allait simplement et naturellement se transformer en hypermarché.

Les anciens adversaires et alliés devenant des fournisseurs ou des acheteurs, déracinés, sans convictions ni ambitions de domination.

Projet géopolitique, économique, social, culturel, la mondialisation a pu surfer, triomphante, dès 1992, sur une puissante production intellectuelle au sein de laquelle *La Fin de l'histoire* de Francis Fukuyama s'est rapidement imposée comme l'ouvrage de référence.

L'inspiration d'Emmanuel Kojève, selon lequel la victoire idéologique du libéralisme occidental a mis fin à la compétition mondiale, rencontre un grand public épris de croire à cette promesse, en négligeant pour cela les discrètes mises en garde de celui pour lequel la suprématie des démocraties libérales était loin d'être synonyme d'une absence de tout conflit.

Dès 1996, Samuel Huntington annonçait, *a contrario*, *Le Choc des civilisations*, considérant qu'après avoir été prédatrices puis idéologiques les guerres futures verraient s'affronter quelques grands blocs déterminés par leur identité culturelle et culturelle.

En 1997, Zbigniew Brzezinski, le plus grand stratège et apprenti sorcier de la seconde partie du XX<sup>ème</sup> siècle, reprenait les thèses de l'école anglo-saxonne et, approuvant l'attention accordée avant lui par un Halford Mackinder et un Nicholas Spykman à l'Eurasie comme centre de la géopolitique mondiale, dessinait le « Grand Échiquier ».

Inspirateur majeur des politiques extérieures américaines, il réussissait la gageure de réinventer le Jihad et de préfigurer le retour d'une nouvelle bipolarité préalable à l'affrontement majeur entre États-Unis (et alliés) et Chine (et Axe alternatif regroupant des résidus du pacte de Varsovie, « nouvelle » Russie, Iran, Corée du Nord) sous le regard attentif et intéressé (parfois de manière tragique) de l'Inde, de l'Indonésie et des pays du Golfe.

Entre fin de l'Histoire et fin de la guerre pour défendre ou faire prévaloir des intérêts nationaux, entre déni du principe même de contradiction violente et déni des vieux antagonismes remplacés par une cartographie nouvelle, les penseurs de l'après chute du mur inventaient leur propre dystopie et mobilisaient autour d'eux une armée de soldats du business de la paix, aveuglés par l'appât du gain.

Durant ces trente dernières années, cet intermède qui ressemble plus à un entre-deux-guerres qu'à un effort durable de pacification réussie, la compétition économique, la perte de souveraineté industrielle, la naïveté géopolitique ont permis la renaissance d'Empires (chinois, perse, ottoman, russe...) qui avaient été soumis par la supériorité technologique de l'Occident dans le cadre de guerres dissymétriques. Leurs défaites n'avaient jamais été digérées et, malgré sourires et courbettes devant l'Occident arrogant, les dirigeants rumaient leur grandeur passée en se donnant le temps d'une reconquête murmurée.

En 2023, la liste des pays les plus peuplés du monde souligne le recul de la démocratie et des libertés : la Chine reste sous la

domination du seul Parti communiste et sort douloureusement d'un confinement « permanent », l'Inde connaît des restrictions de plus en plus importantes des libertés, les États-Unis ont failli connaître leur premier coup d'État, le Brésil a craint un retour en arrière du même type. Le Pakistan est au bord de l'implosion, le Nigéria peine à maintenir son unité, la Russie, l'Égypte, le Vietnam, les Philippines, la Turquie, l'Iran, la Thaïlande, la Birmanie, le Nigeria, le Mozambique, la zone sahélo-saharienne, l'Éthiopie sont en guerre ou sous de fortes tensions internes. On s'inquiète pour la Malaisie ou l'Indonésie, et on n'ose même plus imaginer la vie au Bangladesh.

Le 07/10/2023 Hamas a procédé à une invasion réussie du territoire israélien, procédant à un pogrom touchant plusieurs milliers de victimes et procédant à l'enlèvement de 242 otages. Les autres territoires palestiniens s'engageant à une nouvelle intifada en Cisjordanie et des incidents éclatant dans certaines villes mixtes contre des arabes israéliens. Le Hezbollah engageant de nouvelles opérations contre l'État hébreu dans le nord du pays ou au Brésil. Les Houthis Yéménites s'engageant aussi dans des attaques de missiles ou des détournements de navires.

Et le Mexique subit une des guerres les plus meurtrières au monde contre les cartels de narcotrafiquants. La liste n'est, hélas, pas exhaustive.

Prendre le temps de visualiser la carte des zones à risques sur les sites des ministères des Affaires étrangères réduit le monde à quelques destinations « oasis » bleues, immergées dans un océan d'interdits rouges.

L'Opération militaire spéciale en Ukraine n'a pas commencé en 2022, ni en 2014. Elle a été préparée à l'issue du sommet de l'OTAN de Bucarest en 2008 par la dernière mise en garde de Vladimir Poutine à l'Occident, quelques semaines après la conférence de Munich où il avait assommé ses interlocuteurs, notamment la Chancelière Merkel.

Poutine, l'homme de l'Occident à Moscou, qui avait tout fait pour trouver une solution à la relation US CEI, qui avait lancé le désarmement, guidé des agents américains sur les sites les plus secrets de l'ex URSS, signalait la fin de la paix.

Au temps des pénuries alimentaires ou de médicaments, de puces électroniques ou de graines de moutarde, redécouvrir que la souveraineté ne se sous-traite pas reste difficile à digérer pour un État initialement construit selon la logique inverse. Aujourd'hui encore – comme le rappelle la dernière Revue nationale stratégique que le SGDSN (Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale) a dû conduire en interne avec détermination et maîtrise dans des conditions particulièrement difficiles et sans apport extérieur, il est difficile de sortir des inerties comptables et des habitudes de la « guerre d'avant ».

La France a, sous la contrainte budgétaire, construit une armée expéditionnaire et échantillonnaire, qui survit avec un peu de tout et beaucoup de rien, que tout le monde s'acharne enfin à vouloir sauver après avoir tant essayé de la détruire, en usant avec efficacité du tableur Excel.

Selon le groupe de réflexion Mars, dans une note publiée début 2023, s'il est difficile d'estimer le « manque à gagner » des armées en termes financiers, il est certain que si le budget avait été maintenu à son niveau de 1981 (donc juste avant la décennie de croissance qui précède la disparition de l'URSS) en points de PIB, le budget actuel serait plus élevé d'au moins 90%. Soit près de 80 milliards d'euros par an, ce qui correspond à un peu plus de 3% d'un PIB courant estimé en 2021 à 2 500 milliards d'euros.

La perte de pouvoir d'achat des armées sur la période, serait de 225 milliards d'euros constants.

Dès 1989, sous l'impulsion de Michel Rocard, nous avons imaginé avec le préfet Rémy Pautrat, ancien patron de la DST et l'un des fondateurs de l'IERSE (Institut d'études et de recherche pour la sécurité des entreprises), que les menaces étaient devenues globales et qu'il fallait réarmer, réformer et moderniser le renseignement. Il a fallu vingt ans pour entamer le processus, grâce à la volonté du président Sarkozy, contre toutes les inerties bureaucratiques (et, comme le rappelait un ancien administrateur général du Conservatoire national des arts et métiers, « la France n'est pas sous-administrée... »).

Aujourd'hui, grâce au chef d'état-major des armées, nous avons redécouvert la haute intensité. Grâce au général de Villiers, nous avons reçu l'alerte sur le niveau insupportable de baisse des crédits des armées, et nous sommes en train de découvrir qu'avec la haute intensité, il faut aussi traiter la longue intensité. Matériel ou munitions high-tech ou matériel résilient, montée en gamme ou disponibilité opérationnelle, la lecture régulière des rapports parlementaires ou de ceux de la Cour des comptes montre que le fait d'avoir toujours plus d'armement de haute technologie, mais de moins en moins disponible, posait le problème de ce que pouvait être une guerre longue et pas seulement un outil de dissuasion sec ou une force de projection.

Les leçons de l'Ukraine, c'est la mobilité, les drones, les nouveaux outils, la bonne vieille technologie, la résilience, la résistance, et surtout, la défense opérationnelle et citoyenne du territoire. Ce que l'armée ukrainienne nous rappelle tous les jours, c'est ce qu'est une armée citoyenne, une nation en armes, qui ne sous-traite pas sa souveraineté et sa défense seulement à ses forces militaires, mais qui considère la partie militaire et la défense civile, la partie cyber et les opérations commandos comme des éléments qui vont de pair dans le cadre d'une doctrine et d'une stratégie militaires flexibles et adaptables.



Nos industriels savent vendre ce qu'ils savent fabriquer. Nos militaires savent utiliser ce qu'on leur vend. Nos politiques savent souvent expliquer aux deux précédents comment se passer de leurs produits ou de leurs besoins.

Qu'avons-nous donc retenu des leçons de l'Ukraine ? Le SCAF, le PANG, répondent-ils aux leçons de la guerre d'Ukraine ?

Depuis 2001, nous savons que la dissuasion nucléaire sert à ceux qui veulent encore y croire. Il n'y aurait jamais eu d'attaque contre le Pentagone, jamais d'attaque contre le World Trade Center, et il n'y aurait jamais eu de tentative d'attaque contre le Capitole, si les auteurs de ces attentats avaient cru au risque d'une réplique nucléaire.

Les grands États disposant d'une dissuasion nucléaire n'ont pas pour autant fait le sacrifice de leurs forces conventionnelles. Pas plus les États-Unis que la Chine ou la Russie, l'Inde ou le Pakistan. Et que dire de la Corée du Nord ?

La dissuasion nucléaire n'est pas seulement utile contre les attaques nucléaires, elle a une dimension parfaitement conventionnelle. Toute attaque qui met en cause la souveraineté nationale, attaque virtuelle, attaque réelle, attaque contre les réseaux satellitaires, contre les réseaux informatiques, les réseaux téléphoniques, les centres de production énergétiques ou de distribution d'eau, la logistique de distribution alimentaire, une attaque contre les territoires d'outre-mer, entre dans la logique de la dissuasion. Bref, la dimension de la dissuasion nucléaire sert à tout, mais elle ne répond pas à tout, en tout cas elle n'y répond plus.

À cet égard, un réarmement, à la fois citoyen et militaire, la récupération de la souveraineté nationale industrielle et technologique ainsi que la remise à niveau et la redécouverte de la défense opérationnelle des territoires se révèlent nécessaires.

En octobre 2021, de manière inattendue, le nouveau chef d'état-major des armées français, le général Burkhard, publiait une Vision stratégique qui différait sensiblement des livres blancs et autres documents politiques d'orientation des affaires militaires nationales. Pour lui, le continuum « Paix – crise – guerre » n'est plus pertinent, et il faut donc se préparer à la compétition, qui est devenue désormais le « mode normal d'expression de la puissance » dans de nombreux domaines, à la contestation, qui remet en cause les règles afin d'imposer le fait accompli, et à l'affrontement.

C'est ce qu'il résume par la formule « Gagner la guerre avant la guerre ».

.../...

Il n'est évidemment donné à personne d'anéantir le principe d'une maladie dont on a oublié la cause : c'est ce mal qui est voué à tout anéantir, comme la guerre a raison de la paix dès qu'elle oublie qu'elles sont constitutives l'une de l'autre, que la paix est un moment de la guerre, comme la guerre est un moment de la paix dans ce flux ininterrompu qui fait l'histoire de l'anthropocène, chaque progrès militaire accélérant une innovation civile, et inversement.

Mais nous vivons un événement quasi inédit, une multiplication de crises qui ne suivent pas mais se cumulent : sociale, sanitaire, économique, financière, sanitaire, environnementale, cyber, sécuritaire, militaire, .... Une polycrise comme l'ont joliment appelé les anglais de la Royal Society. Une crise totale selon mon analyse.

Dans votre secteur, il ne se passe pas un jour sans que l'on apprenne le succès d'une opération de piratage de serveurs informatiques publics ou privés, le pillage d'un distributeur automatique de billets de banque, l'annonce qu'un pirate a pris le contrôle d'un réseau d'eau ou d'électricité, de dispositifs médicaux ou de surveillance, le tout sans compter les

cyberattaques militaires régulières contre l'Ukraine, l'OTAN, la Corée du Sud, les États-Unis, .... et les répliques et représailles subséquentes.

La violence de proximité, entre attaques, règlements de comptes ou féminicides, complète un tableau des tensions subies dans un climat de violences répétées et ressenties. On en vient même à essayer de trouver une hiérarchie d'importance entre les faits divers du trottoir d'en face, la guerre de moins en moins lointaine, et le pillage de son compte bancaire.

On découvre alors que le crime utilise toujours de vieux outils avec de nouvelles technologies. Les armées aussi.

Échelon, Carnivore et Prism, mais aussi Wanacry et ses dérivés, Retadup, Maze, Snake, ... Les États et les groupes criminels utilisent des outils plus intrusifs et destructeurs que jamais. Et ce qui fut longtemps le monopole du secteur public (du renseignement) se trouve désormais partout dans le Dark ou le Deep Web. Même la NSA semble ignorer l'importance de ce qui lui a été volé par un de ses propres agents....

Entre attaques ciblées et ciselées, pêche au gros ou attrition par force brute, on ne compte plus les dispositifs disponibles et opérationnels, les patchs inventés en urgence, les pompiers pyromanes et les pyromanes pompiers. Les mercenaires sont revenus à la mode sous forme d'APT de moins en moins engagés politiquement mais de plus en plus disponibles selon des offres tarifées.

Depuis les années 70, les experts et les criminologues mettent en garde contre cet autre Big One, un tremblement de terre numérique, aussi destructeur qu'un crash géologique. Mais ils n'avaient pas imaginé que ces événements se cumuleraient pour créer un effet de chaos aussi considérable.

Souvent, le succès des campagnes de cyberfraude a nécessité le soutien involontaire de nombreuses victimes désireuses

d'agrandir leurs organes reproducteurs, d'augmenter leurs ressources capillaires ou mammaires ou de profiter de l'aubaine de récupérer quelques millions de dollars volés par un illustre inconnu, soudainement décédé, dont la veuve, souvent venue du Nigeria, souhaite se délivrer par virement via Internet.

Cependant, les développements plus récents tendent à suggérer qu'un nouveau palier a été atteint, en termes d'expansion du nombre de comptes visés par la falsification d'e-mails de compagnies d'électricité ou de banques, mais aussi en termes de moyens techniques utilisés, tels que des ransomwares dissimulés derrière un prétendu message d'une autorité publique (fisc ou douanes).

Le blanchiment d'argent au moyen de cartes bancaires prépayées est également devenu un sujet de préoccupation, surtout si l'on considère les effets pervers des mesures de dérégulation du marché prises par l'Union européenne à la suite d'autres grands pays industriels plus préoccupés par l'expansion du commerce que par la lutte contre les organisations criminelles transnationales.

On passera trop rapidement sur l'immense Ponzi né de la spéculation sur les cryptomonnaies... Et des efforts en cours pour stabiliser (sauver) un système en socialisant les pertes après avoir privatisé les profits.

Par ailleurs, l'utilisation des réseaux numériques implique un décloisonnement des différentes formes d'activités criminelles et confirme une tendance à la fusion criminelle et à l'hybridation des activités, dont le terrorisme. Et désormais la guerre, qui fut toujours hybride, mais dont l'extension du domaine de la lutte est considérable.

L'Etat islamique a été le fer de lance de cette révolution en utilisant les outils pour la propagande, le recrutement, le racket, le financement, l'investissement, ... L'Iran, la Corée du Nord, la Russie, la Chine, ... en bénéficient largement.

Les criminels sont à la fois des hackers sociaux, politiques ou économiques, des racketteurs proposant leur protection, des agents d'influence, des espions d'États et des militants. Ces mercenaires des réseaux agissent parfois, de plus en plus souvent, dans un espace de "libre échange" et pour le compte du plus offrant, parfois en conservant, à l'instar du collectif de hackers Anonymous, un véritable attachement aux valeurs qu'ils revendiquent.

Le problème réside dans la confusion générale dans laquelle s'engouffrent la prédation criminelle, l'espionnage, le brouillage de serveurs, le blocage de données ou la destruction, alors qu'il existe une logique spécifique derrière chacune de ces actions ou tactiques.

Pourtant, nous analysons rarement l'essentiel alors que c'est le cœur du réseau et ses parties cachées comme les points d'échange Internet, centres névralgiques permettant l'accès au web mondial, améliorant le trafic de données mais utilisant des configurations de routage multiples avec une plus grande tolérance aux pannes sur l'ensemble du territoire, qui comptent le plus.

Serveurs racines, alimentation électrique, refroidissement, câbles sous-marins, hangars, les infrastructures « brick and mortar », 5G, sont aussi vulnérables que le soft. Et la redécouverte des opérations militaires ciblées depuis le début de la nouvelle phase du conflit en Ukraine, l'a soudain rappelé à tous.

Et nous découvrons généralement la faiblesse de ces mesures de sécurité grâce à une évaluation indépendante, souvent après la catastrophe annoncée mais pas évitée.

Les pirates considèrent les infrastructures, les plateformes et les fournisseurs de logiciels et de développeurs comme un vecteur d'entrée dans les administrations, les entreprises et les infrastructures critiques. Les acteurs malveillants placent des malwares tout au long de la chaîne d'approvisionnement en

logiciels, y compris dans les codes sources propriétaires, les référentiels des développeurs, les bibliothèques open source, etc.

Le phénomène que les anglo-saxons appellent la "grande démission" (ou grande désertion) durant lequel un grand nombre d'employés a démissionné au cours de la pandémie et depuis laisse présager de nouvelles vulnérabilités humaines dans la chaîne de gestion. Que leurs actes soient intentionnels ou non, les employés deviendront une priorité croissante pour la sécurité des institutions.

L'expansion des réseaux et des outils et la forte croissance des interconnexions et des liaisons montrent clairement que le cyber-risque n'est pas près de disparaître. Et les usages de ChatGPT et ses congénères montrent la capacité formidable de ces outils à découvrir de nouvelles failles en élargissant encore les capacités des novices à contourner les protections des serveurs et des réseaux.

Le nuage, comme son nom climatique, pourrait être rapidement emporté par l'orage, le tonnerre et la foudre.

Nous voici face à une crise totale et globale. Sociale, sanitaire, environnementale, économique, financière, cyber, militaire, .... Une première peut être ou nous devons affronter toutes les crises en même temps et pas seulement les unes derrière les autres.

Il ne manque plus que l'arrivée d'un Terminator pour nous réveiller au cœur d'un Blockbuster hollywoodien en mode fin du monde.

Et pourtant, comme toujours, par la vigilance, la résilience et la résistance, un sursaut reste possible, probable, souhaitable.

Encore faut-il savoir mobiliser citoyennes et citoyens pour y parvenir.

Voici donc venu le temps d'appréhender le monde tel qu'il est plutôt que de l'ignorer, de le comprendre plutôt que de le rêver, de le travailler plutôt que de le consommer.

De préparer la guerre qui vient pour retenir la paix qui s'en va.  
De s'employer à faire l'Histoire pour n'être pas dévoré par elle.  
En un mot de vivre le « temps pour tout » de l'Ecclésiaste et de Régis Debray comme un temps pour nous.

Et d'accepter que, tant que l'Histoire a cours, toute ligne de vie puisse un jour avoir à se transformer en ligne de front.

*The history of failure in war can almost be summed up in two words: Too late. Too late in comprehending the deadly purpose of a potential enemy. Too late in realizing the mortal danger. Too late in preparedness.*

*« L'histoire de l'échec dans la guerre peut presque être résumée en deux mots : Trop tard. Trop tard pour comprendre l'objectif mortel d'un ennemi potentiel. Trop tard pour réaliser le danger mortel. Trop tard pour se préparer. »*

Général Douglas MacArthur

Au commencement était la guerre,  
Espérons finir en paix.

Primakov, Kiev, 1993 Moldavie  
Tchéquie avec l'aide de l'occident.  
Géorgie 2008  
Ukraine 2014. État Tampon, Afghanistan Européen.

1. Zbigniew Brzezinski stratège du chaos ?  
Kennan, Huntington, Fukuyama McKinder  
Duroselle Boutoul  
Gallois Poirier Aron

2. 1989-2022 : l'Europe, c'est la paix ?  
Yougoslavie, Tchéquie Mais aussi Gibraltar, Malouines,  
Irlande, Pays Basque, Ecosse, Catalogne

3. Leçons incomprises : Irak, Syrie

« L'Orient reste compliqué » Arabie Iran Israël Emirats

4. Préliminaires gelés : Moldavie, Géorgie, Ukraine 2014  
5. La fin de la fin de l'Histoire : une guerre par procuration,  
Ukraine 2022

Stupeurs et bafouillements

Retours d'Empires

1. Le sursaut russe
2. La Chine s'est réveillée... et le monde tremble
3. L'Inde, nostalgie d'empire
4. Le Golfe, du pétrole et des armes ?
5. Le retour du Sultan
6. Fragilités démocratiques américaines<sup>347</sup>

De si réelles uchronies

1. Cyberconflits
2. Un câble, sinon rien !
3. Lawfare : la guerre du droit, des normes et des sanctions 391
4. Espion, lève-toi !
5. L'autre guerre des mondes
6. On a la guerre de sa démographie



Épilogue – L'effet papillon des conflits  
La France face à la guerre  
IndoPacifique et Polynésie, Nouvelle Calédonie